Dix ans de révolution

# VENEZUELA - La difficulté de la marche en terrain plat

Thierry Deronne

lundi 19 janvier 2009, mis en ligne par Claudia Casal, Thierry Deronne

Décembre 2008 - Caracas - Ce sont la même rue, les mêmes néons, les mêmes étincelles dans les yeux des enfants. Le peuple qui déboule dans les centres commerciaux chaque jour plus nombreux, pour les emplettes de Noël, est, apparemment, le même peuple. Disons, la même écume d'une eau différente. Au milieu de la ville étouffée de voitures, sous l'ouragan publicitaire des chaînes privées (dont RCTV qu'on croit, à l'étranger, "fermée par Chávez") des dizaines de milliers se penchent sur les tables dressées aux coins des rues pour signer une demande de réforme constitutionnelle. Si le suffrage universel l'approuvait ensuite, elle donnerait au peuple le même droit que dans d'autres démocraties, celui d'élire qui il veut autant de fois qu'il veut à la tête de l'État. Malgré le choeur médiatique et la campagne de l'opposition contre le "piège du dictateur", les signatures sont recueillies plus vite et avec plus d'enthousiasme que prévu. En quelques jours plus de cinq millions de signatures sont reccueillies.

Le 23 novembre 2008 la majorité de la population a ratifié la politique d'un "populiste tropical" qui a fait plus en dix ans contre le populisme que n'importe quel autre chef d'État. Millions d'hectares aux paysans pauvres, croissance de la souveraineté alimentaire par la réduction de l'importation d'aliments, baisse de 30 % de la pauvreté, augmentation de l'emploi et du salaire réel, millions de vies sauvées par les programmes de santé, moitié de la population aux études, gel des tarifs des services publics, nationalisations stratégiques (télécommunications, électricité, sidérurgie, ciment, ..), massification des crédits pour acquérir ou construire des logements, création de la Banque du Sud, de PetroCaribe, de l'ALBA, de Telesur, lancement du satellite "Simón Bolívar"... Le plus significatif de cette liste sans fin [1] est l'explosion de la démocratie participative qui sauve la représentative - création des conseils communaux ou légalisation des médias communautaires et alternatifs. Sans oublier la dose intensive d'élections, de référendums validés à chaque fois par les observateurs internationaux.

À beaucoup d'"analystes de gauche" la victoire de novembre, d'autant plus remarquable qu'elle se produit après dix ans de pouvoir, parle pourtant moins que les victoires locales de l'opposition. Certains donnent des leçons aux vénézuéliens sur les corrections à apporter pour sauver à temps leur processus, croyant leur faire découvrir une bureaucratie ou une corruption qu'ils combattent depuis longtemps. "Chávez a perdu sa popularité à une vitesse vertigineuse, telle que je n'osai l'imaginer. Il ne restera de lui, en fin de compte, qu'une couche de rouge sur le capitalisme" prophétise Mr. St-Upéry. D'autres "expert français" comme Fogel ou Rosenthal annonçaient, "avec de nombreux faits à l'appui", la fin imminente de la révolution cubaine... pour le début des années 90. S'il est un point commun entre ces livres "modérés, libres de dogmes, etc..", c'est leur mépris pour le sujet populaire latinoaméricain, pour sa patience lucide, son histoire de résistance et son intelligence des délais.

Car au Vénézuéla il ne s'agit pas seulement du record de participation qui fait du Parti socialiste unifié (PSUV), créé il y a un an à peine, le premier parti du pays, remportant 17 des

22 États en jeu et la grande majorité des mairies (75 % de la population vit à présent dans des municipalités bolivariennes). Ce n’est pas seulement que ce parti gagne 700.000 électeurs en comparaison avec le référendum de 2007 alors que l’opposition en perd plus de 550.000. Ou la sociologie qui confirme que ce sont les secteurs populaires, majorité de la population, qui votent pour la poursuite du processus. C’est que le PSUV malgré ses vices de naissance, son recyclage de figures anciennes, ne pourra se comporter comme les partis populistes d’avant la révolution. Les critiques des adhérents face à l’imposition de certains dirigeants, par exemple, parlent de cet éveil collectif. Et promettent plus de sueur pour les quelques élus de l’opposition, certains impliqués dans de graves affaires de corruption ou acteurs du coup d’État d’avril 2002, qui découvrent un peuple disposé à défendre ses centres de santé intégrale face à leurs tentatives d’expulsion. Le secteur "intelligent" de la droite l’a compris, qui tente de s’approprier les conquêtes sociales de la révolution et cherche ses voix à travers un discours de "réconciliation nationale". Appuyée par le quasi-monopole privé (85 %) des ondes radio et télé et par la grande majortité de la presse écrite, elle pourra progresser tant qu’elle ne devra pas abattre ses cartes dans un gouvernement national.

La gauche classique, grande perdante du scrutin, fut toujours ultra-minoritaire électoralement. Ses critiques "nécessaires, constructives, etc.." à Chávez peinent á se libérer de la condescendance, du colonialisme inconscient. Sans doute accepte-t-elle mal qu’un président révolutionnaire ne provienne pas de son sein.

En 1989, alors que tombe le mur de Berlin, le peuple vénézuélien se révoltait contre le néolibéralisme de Carlos Andrés Pérez. Le massacre de Caracas se produit à la même époque que les bombardements nord-américains des quartiers populaires de Panama. Occultés par les transnationales de la communication, ces deux crimes contre l’humanité pousseront des militaires de milieu populaire à ressusciter la pensée de Simón Bolívar : maudit le soldat qui use de ses armes contre son peuple, et de là, à récupérer le reste de l’idéologie républicaine centrée sur le concept d’Égalité. Il ne faut donc pas s’étonner si ce sont des soldats de l’An II et non des partis de gauche qui ont permis ces dix ans d’"injection de vitamines à la démocratie latinoaméricaine" (Eduardo Galeano). Ni s’il y a deux siècles la presse de Washington traitait Bolívar, le libérateur des esclaves, de "César assoiffé de pouvoir éternel, dictateur fou" pour éloigner les peuples de son projet d’Union des Républiques.

Les critiques actuelles du peuple face aux retards, aux incapacités, aux actes de corruption, s’adressent non pas à l’excès mais au manque, dans beaucoup de sphères, d’État révolutionnaire. Face à la démobilisation et à la fatigue d’une partie de la base, le président lui demande de faire pression sur les nouveaux élus pour qu’ils appliquent le programme de participation populaire. C’est ici que prend tout son sens la leçon du Mouvement des Sans Terre brésilien : "lorsque les masses refluent, se former en prévision de la prochaine ascension". Seuls des journalistes distraits jugèrent folklorique que le président vénézuélien montrât, lors d’une conférence de presse électorale, le dernier livre du philosophe István Mészaros - "le défi et le poids du temps historique" - que venait de lui offrir Manuel Vadell, son vieux compagnon du Movimiento Bolivariano 200.

---

**Thierry Deronne** est diplomé en communications sociales (IHECS, Bruxelles, Belgique 1985). Organise des ateliers vidéos au Nicaragua sandiniste (1985-88). Au Venezuela il fonde l’École Populaire Latino-américaine de Cinéma (1995) et la télévision communautaire Teletambores (2000, Maracay, État de Aragua). Co-fondateur de la télévision communautaire Camunare Rojo TV (État de Yaracuy). En 2002 il crée le Journal International des quartiers. Actuellement vice-président de formation intégral de la télévision publique et participative VIVE TV

ou il a créé des émissions comme : Venezuela Adentro, Pueblo-Soldado, Construyendo República, En Proceso, Informativo Laboral, Curso de Cine, Curso de filosofía.

---

## Notes

[1] Les indicateurs de toutes les avancées sociales de la révolution mis à jour en 2008 sont disponibles : http://www.mpd.gob.ve/Logros-Revolucion/indice.htm